

- Les dépenses militaires augmentent dans le monde.
- La crise sanitaire n'a, en effet, pas freiné les ventes d'armes.
- Avec des retombées conséquentes pour la Belgique.

# L'industrie militaire plus forte que la crise ?

Analyse Antonin Marsac

Environ 10 milliards d'euros supplémentaires pour renforcer l'armée d'ici 2030. Vendredi, le gouvernement a confirmé ne pas vouloir lésiner sur les moyens consacrés à la Défense, mentionnant le besoin de renforcer la composante cybersécurité de l'armée belge.

Comme nous l'indiquions dans nos pages, l'objectif est donc de faire passer le budget, qui est de 4,2 milliards d'euros pour cette année, à près de 7 milliards d'euros en 2030, par étapes. De quoi atteindre environ 1,54 % du PIB d'ici là.

“La Défense, c'est assurer la sécurité. Sur des théâtres d'opérations à l'étranger mais aussi pour veiller à notre propre sécurité, sur notre territoire, nous expliquons justement la ministre de la Défense, Ludivine Dedonder (PS), dans un entretien récent.

“Les menaces ont évolué. Il faut pouvoir s'en prémunir. C'est pour cela qu'on investit dans tout ce qui est cyber”, ajoute-t-elle. “C'est LA menace, en attaques comme en désinformation. Fin 2022, on mettra en place le Cyber Command, qui sera l'embryon de la composante cyber”, explique-t-elle, avançant que le plan de relance européen contribue à hauteur de 24,1 millions d'euros.

La ministre annonce également augmenter les budgets dans tout ce qui est recherche et développement (R&D). “On est à 9 millions et on sera à 13 millions en 2022. L'objectif est d'atteindre 30 millions en 2024 et 140 millions d'euros en 2030.” L'innovation au cœur du combat donc.

“Le plan de relance et les investissements sont une opportunité pour nos entreprises. Que ce soit dans les programmes au niveau aérien, au niveau maritime avec les frégates et les démineurs, au niveau cyber ou

au niveau de la composante terre”, ajoute-t-elle. Et si l'on pense souvent aux grands groupes industriels, pour la ministre, les PME profitent aussi de ces investissements. Que ce soit pour la vie économique autour des casernes ou la construction du nouveau Quartier général.

Quelles sont les retombées ? Selon le ministre, en 2019, avant la crise sanitaire, il y avait plus de 2 000 marchés publics en gestion, représentant un montant de plus de 3 milliards d'euros. Il y aurait également 15 000 achats “locaux”, c'est-à-dire dont les montants sont assez faibles, effectués dans les PME locales. Mis bout à bout, cela représente tout de même 6 millions d'euros de retombées annuelles. Pour ce qui est des projets d'infrastructures, dont le Quartier général, 1,5 milliard d'euros sont mis sur la table. Enfin, si l'on compte 25 000 personnes dans les effectifs militaires en Belgique, l'objectif est de créer de nouveaux postes pour atteindre 29 000 en 2030.

“Ces investissements dans ces grands programmes de Défense permettent de contribuer également à la relance économique du pays et d'impliquer nos entreprises”, renchérit la ministre, qui pointe les besoins en rénovation, transition énergétique et autres.

**L'armement, secteur qui se porte bien malgré la crise ?**

Du côté de la FN Herstal, spécialisée en armes légères et fusils d'assaut, difficile d'obtenir des chiffres. La fabrique d'armes préfère rester discrète. Pas de réponse non plus du côté de John Cockerill, qui a une filiale spécialisée dans les tourelles de combat (ex-CMI).

Néanmoins, si l'on se réfère au rapport du Sipri (Stockholm International Peace Research Insti-

tute) publié en décembre, les ventes d'armes se portent bien, malgré la pandémie.

En 2020, les ventes d'armes et de services dans le secteur militaire des 100 plus grandes entreprises actives dans le secteur ont atteint 531 milliards de dollars, soit une hausse de 1,3 % par rapport à l'année avant la pandémie et de 17 % par rapport à 2015. Notons que si on élargit aux dépenses globales, sans se limiter au top 100 donc, on arrive à près de 2 000 milliards de dollars.

Évidemment, les États-Unis sont numéro 1, avec 285 milliards de dollars de ventes réalisées par leurs plus gros fabricants, suivis par la Chine, avec 66,8 milliards, et le Royaume-Uni, avec 37,5 milliards de dollars. Les entreprises françaises du top 100 ont quant à elles vu leurs ventes diminuer et atteindre environ 24,9 milliards de dollars, si l'on calcule par rapport aux données disponibles.

**Comment expliquer cette hausse des dépenses ?**

“Il y a plusieurs facteurs, dont le processus de modernisation des armements. C'est ce qui est en cours dans les principales puissances militaires. Ces pays ont également les plateformes les plus chères car l'intensité technologique est très élevée. On retrouve cela aux États-Unis, en Chine, en Russie, en France, au Royaume-Uni. Donc il y a une pression à la hausse pour le renouvellement de cette puissance militaire”, explique Yannick Quéau, directeur adjoint au Grip (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), prenant l'exemple du F-35.

“Il y a également les conflits, qui sont générateurs d'opportunités d'affaires pour les fabricants d'armes. En théâtre d'opérations, les stocks d'armes s'usent rapidement et il faut pouvoir les renouveler. Il faut aussi pouvoir remplacer les véhicules perdus et s'adapter aux réalités du terrain”, précise-t-il.

Faut-il s'attendre tout de même à un “effet Covid”, qui pourrait stopper cette croissance continue des ventes d'armes ? “Il est trop tôt pour se pro-





La modernisation des armements, comme le remplacement du F-16 par le F-35 (photo), pousse les dépenses vers le haut.

noncer sur un éventuel impact. De manière générale, les programmes d'armements se font sur le long terme. Les crises économiques ont parfois un effet différé dans le temps, lorsqu'elles en ont un. Mais les investissements requièrent une planification sur 15, 25 et parfois 40 ans. Le remplacement des avions, ça coûte cher et ça a un impact industriel à long terme", commente-t-il.

"Dans le top 100 du Sipri, les premières places sont surtout occupées par les industriels qui font des avions, des hélicoptères de combat, des bateaux et par les électroniciens... Plus bas, on retrouvera les véhicules terrestres. La Belgique est un petit joueur à l'échelle internationale, mais elle a des positions solides sur certains segments. Il y a un savoir-faire largement reconnu dans les armes légères du côté de la FN Herstal ou dans les véhicules blindés et les systèmes de tirs et de tourelles de combat du côté de John Cockerill", ajoute-t-il.

"Pourtant, il y a des producteurs de taille modeste à prendre en compte. Les Pays-Bas sont le huitième pays exportateur d'armements au monde par exemple. La Belgique est performante dans des niches spécifiques, tout comme l'Autriche par ailleurs. Le piège est de négliger ces acteurs. Mais il reste que les tendances mondiales sont faites par une poignée de producteurs, qui réalisent des dizaines de milliards de dollars de ventes", renchérit-il.

La hausse des tensions dans le monde, la répartition des puissances commerciales et militaires qui a évolué ces dernières décennies et les crises d'approvisionnement ont également motivé de nombreux pays à ne pas négliger leurs budgets de Défense. Mais la Belgique a-t-elle un intérêt économique réel à conserver ces capacités industrielles dans ce secteur? La question se pose difficilement, surtout lorsque cela touche aux emplois et aux retombées économiques pour le bassin liégeois – en particulier avec la FN Herstal –, même si elles restent relativement limitées par rapport à d'autres secteurs.

## F-35 : la Belgique avait-elle le choix?

**Modernisation.** Beaucoup d'encre a coulé sur la question du remplacement des F-16 de l'armée belge. Avec des arguments économiques (prix des différentes offres), souverainistes (au niveau européen), communautaires et autres. Mais la Belgique avait-elle vraiment le choix?

Selon Yannick Quéau, un point crucial dans le discernement fut la capacité d'emport d'armes nucléaires. Si les concurrents du F-35, dont le Rafale du groupe français de Dassault, qui était considéré comme le principal challenger, ont cette capacité, "pour les États-Unis, le seul avion certifié et disponible à l'achat, c'est le F-35. Donc, à partir du moment où vous avez des armes nucléaires américaines stationnées en Belgique, le seul avion disponible, c'est le F-35", affirme Yannick Quéau.

Un élément clé pour le choix? "C'est déterminant. Ne pas le faire, c'est remettre en cause la relation avec les États-Unis et le déploiement des armes nucléaires en Belgique. Donc c'est un coup politique et un choix extrêmement fort", insiste-t-il.

Opter pour un autre avion que le F-35 aurait pu conduire la Belgique à retirer ces armes du territoire et à renoncer à son rôle nucléaire, selon lui.

"Et il est impensable, à mon sens, de voir les États-Unis certifier un Rafale pour emporter des armes nucléaires américaines. C'est une dimension incontournable et bon nombre d'observateurs sont passés à côté. Ce qui est étonnant", lâche-t-il.

## EN BREF

### Conjoncture

#### Chine : l'activité manufacturière en légère baisse

L'activité manufacturière en Chine a légèrement baissé en janvier, selon des données officielles publiées dimanche, un rebond épidémique ayant notamment perturbé l'activité de certaines entreprises. L'indice des directeurs d'achat s'est établi en janvier à 50,1, contre 50,3 en décembre, lorsqu'une baisse du coût des matières premières avait soutenu l'activité. Un nombre supérieur à 50 témoigne d'une expansion de l'activité. En deçà, il traduit une contraction. "Face à un environnement économique complexe et à des flambées épidémiques sporadiques [...], l'économie chinoise a continué à se redresser et à se développer, même si les niveaux de croissance ont quelque peu diminué", a souligné Zhao Qinghe, un statisticien du BNS. (AFP)

### Conjoncture

#### Erdogan limoge son statisticien en chef

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a limogé le chef de l'agence nationale des statistiques, selon un décret paru samedi, après la publication des chiffres annuels records de l'inflation à dix-huit mois de l'élection présidentielle. Le chef de l'Office national des statistiques, Sait Erdal Dincer, a été critiqué après avoir publié début janvier des données qui placent le taux d'inflation annuel à 36,1%, son plus haut niveau en 19 ans. "J'ai une responsabilité vis-à-vis de 84 millions de personnes", avait fait valoir M. Dincer. (AFP)

### Électronique

#### L'UE veut quadrupler sa production de puces

La Commission européenne s'apprête à dévoiler son plan visant à quadrupler la production européenne de puces électroniques d'ici 2030, "une initiative majeure pour notre industrie et cruciale d'un point de vue géopolitique", selon le commissaire au Marché intérieur, Thierry Breton. "Nous voulons atteindre 20% de la production mondiale d'ici 2030, sachant que le marché devrait doubler d'ici là pour atteindre 1000 milliards de dollars. Il s'agit donc pour l'Europe de multiplier par quatre notre propre production", a affirmé le commissaire à plusieurs journaux européens. (AFP)